



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie  
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Parçay-Meslay, le 03 OCT. 2008

Groupe de subdivisions d'Indre-et-Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire  
Bureau de l'Environnement  
et de l'Urbanisme  
BP 3208  
37925 TOURS CEDEX 9

Nicolas TRIMBOUR  
Directeur par intérim

Objet : Epandage sur terres agricoles de boues de station d'épuration

Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

**I- OBJET DE LA DEMANDE**

Par lettre en date du 26 février 2007, Monsieur , a sollicité l'autorisation d'épandre des boues issues de la station d'épuration de l'entreprise SEYFERT PAPER (anciennement « seyfert descartes »).

**I-1. Rappel du contexte**

La nécessaire amélioration du procédé de traitement, finalisé en 2004, des effluents liquides rejetés par l'entreprise SEYFERT PAPER dans "La Creuse", s'est traduit par une modification des conditions de traitement des boues produites par la station d'épuration ; en effet, l'ancien procédé n'engendrait que des boues aérobies valorisées par réemploi dans le procédé de fabrication du papier. Du fait de difficultés de fonctionnement du procédé entraînant de nombreux dysfonctionnements, la station d'épuration a dû être modifiée. Elle comprend désormais un étage anaérobie (2 réacteurs - méthaniseurs de 1000 m<sup>3</sup>) et un étage aérobie (2 bassins d'aération de 3050 m<sup>3</sup> et de 1950 m<sup>3</sup>).

PJ : 1 projet d'arrêté d'autorisation  
Copie à : DRIRE - DEISS

Présent  
pour  
l'avenir

Z.A. n°2 Les Ailes  
25-26, rue des Ailes  
37210 Parçay-Meslay  
Tél. : 02 47 46 49 00 – Fax : 02 47 44 63 89  
<http://www.centre.drivre.gouv.fr>

Certifié  
ISO 9001:2004



Les boues aérobies sont, comme dans le précédent procédé, valorisées par réemploi dans le process de fabrication du papier mais l'épuration anaérobie entraîne une production de boues susceptibles de pouvoir être valorisées en milieu agricole (ces boues sont actuellement stockées sur le site de l'établissement de DESCARTES).

Pour cette raison, l'exploitant a sollicité l'autorisation d'épandre ces boues sur terres agricoles.

## **I-2 Nature et volume des activités**

Conformément aux dispositions de la circulaire DPPR/SEI n°96-240 du 30 avril 1996 relative à l'épandage en agriculture de déchets d'installations classées, la rubrique visée de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est celle de l'activité productrice de déchets, en l'occurrence, il s'agit de la rubrique suivante :

Désignation des installations	Nomenclature ICPE Rubrique concernée	(AS, A-SB, A, D, C, NC)	Situation administrative des installations
Fabrication de papier, carton	2440	Autorisation	cf. I-3.

Compte tenu de la charge de la station d'épuration, la production annuelle de boues à une siccité de 12% est évaluée à 1200 m<sup>3</sup>, soit 144 t de matières sèches (MS).

A terme, la production annuelle (pour une station fonctionnant à pleine charge) est estimée à 1500 m<sup>3</sup>, soit 180 t de MS.

Les boues issues des 2 unités de méthanisation sont en partie accumulées dans les réacteurs eux-mêmes ; la capacité totale de stockage dans les réacteurs étant de 900 m<sup>3</sup> (2 x 450 m<sup>3</sup>).

Les boues excédentaires sont stockées dans 2 silos de 250 m<sup>3</sup>.

Au total, la capacité de stockage s'élèvera à 1400 m<sup>3</sup>, correspondant à terme à environ 11 mois de production.

## **I-3 Description succincte de l'établissement SEYFERT PAPER et historique administratif**

L'entreprise est située sur la commune de DESCARTES, avenue Monseigneur ROMERO.

SEYFERT PAPER fabrique du papier pour ondulé (PPO) écru. Le process n'inclut pas de phase de blanchiment du papier.

La matière première utilisée est une fibre cellulosique de récupération qui résulte du recyclage de papiers d'emballage et de cartons.

Le volume de production est de l'ordre de 140 000 t de papier par an.

Les installations de la société SEYFERT PAPER ont fait l'objet de l'arrêté d'autorisation N°17660 du 17 mai 2005.

#### I-4 Caractéristiques du dossier mis à l'instruction

Le dossier de présentation du plan d'épandage, joint à la demande d'autorisation de l'exploitant, répond aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière (Titre XII, article 12.3.3).

Au vu des dispositions de l'arrêté ministériel précité du 3 avril 2000 (Titre XII, article 12.3.3), les documents fournis par la société SEYFERT PAPER décrivent les incidences prévisibles sur l'environnement des opérations d'épandage des boues en milieu agricole.

Conformément aux dispositions de la circulaire précitée du 30 avril 1996 et de l'article R 512-4 du code de l'environnement, l'opération d'épandage a été soumise à enquête publique sur la totalité du périmètre d'épandage ; l'enquête a porté sur les communes de :

- ABILLY,
- CUSSAY,
- DESCARTES,
- LA CELLE-SAINT-AVANT,
- NEUILLY-LE-BRIGNON,

Et de :

- BUXEUIL (86),
- DANGE-SAINT-ROMAIN (86).

#### I-5 Avis de l'hydrogéologue agréé

La question concernant les risques de contamination des eaux souterraines et en particulier du captage AEP de « La Crosse » et du projet de captage de « Céry » à Descartes ayant été posée, l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène public a été requis ; cet avis, en date du 15 avril 2006, est joint en annexe au dossier de demande d'autorisation.

Les conclusions de l'hydrogéologue sont les suivantes :

« En ce qui concerne le domaine de la protection des eaux souterraines, en particulier des captages d'alimentation en eau potable, j'émet un avis **favorable** à la solution d'épandage sur le sol des boues issues de la nouvelle station d'épuration par méthanisation de la papeterie seyfert descartes à Descartes, sous réserve :

- de retirer du plan parcellaire les parcelles situées à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée des captages d'alimentation en eau potable de « La Crosse » et du projet de captage de « Céry » ainsi que des captages des « Granges » (Peu-Blanc), de « Suvidemont » et de « Sept-Saulx »,
- de mettre en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines des nappes du Turonien, des calcaires lacustres et des alluvions de « La Creuse » en aval des parcelles d'épandage retenues, à partir des points d'eau existants (sources, puits, forages) représentatifs ou de piézomètres à réaliser,
- de prendre des mesures de vigilance accrue sur la qualité des eaux exploitées par les éventuels points d'eau privés à moins de 1 km en aval des parcelles d'épandage pressenties captant les nappes du Turonien, des calcaires lacustres et des alluvions de « La Creuse ».

Les implantations et caractéristiques des points de contrôle ainsi que la délimitation précise de cette zone de 1 km seront définies une fois arrêtée le parcellaire d'épandage ».

#### **I-6 Cadre administratif de l'instruction**

La modification du procédé de traitement des effluents liquides usés de l'entreprise SEYFERT PAPER s'inscrit dans le cadre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement relatif aux modifications dites notables d'installations ; dès lors qu'il s'agissait d'une modification des conditions de valorisation des boues produites par la station d'épuration, elle a justifié ladite demande d'autorisation.

### **II- PROCEDURE D'INSTRUCTION**

#### **II-1 Enquête publique**

Elle s'est déroulée du 11 juin au 11 juillet 2007.

Le registre d'enquête comporte 30 observations dont 1 provenant de l'Association de Défense pour la Protection des Sites et de l'Environnement (A.D.P.S.E.). 2 observations proviennent des municipalités d'ABILLY-SUR-CLAISE et de BUXEUIL. Parmi ces 30 observations, 22 sont le fait de résidents d'ABILLY-SUR-CLAISE.

Le commissaire enquêteur signale que parallèlement, de très nombreuses personnes sont venues le rencontrer afin de lui faire connaître leurs doléances.

Les observations recueillies au cours de l'enquête, peuvent être classées en différents thèmes : 23 concernent les odeurs, 17 la santé, 15 la pollution et la dégradation de l'environnement, 10 les distances par rapport aux habitations, 9 l'information du public, 8 la dépréciation des habitations, 6 le transport des boues, 4 la qualité du dossier, 2 les parcelles en jachère et 1 la création d'une commission locale d'information et de surveillance.

#### **1- Les odeurs et la question des distances d'éloignement par rapport aux habitations**

A ce propos, le commissaire enquêteur note que le simple respect des distances d'isolement, soit 100 m par rapport aux habitations, dans le cas de boues odorantes, n'est pas une mesure de nature compensatoire mais résulte de l'application d'une disposition réglementaire. Il signale que la papeterie admet le fait que les boues épandues émettront des odeurs jusqu'à une durée de 24 h mais fait figurer sur les plans des distances d'éloignement des habitations de 50 m. De plus, des villages, ABILLY-SUR-CLAISE et BUXEUIL, seraient sous les vents dominants et les habitants gardent en mémoire les « odeurs insoutenables » qui provenaient de la papeterie et qui existeraient encore suivant l'orientation des vents. En ce qui concerne les odeurs, c'est donc le passé de la papeterie qui « plaide en sa défaveur ».

Le commissaire enquêteur indique également que des habitations auraient été oubliées par les périmètres de protection et que, les plans fournis n'étant pas à jour, il convient de les refaire.

« Dans un souci d'apaisement », le commissaire enquêteur est d'avis qu'il serait judicieux de retirer, en concertation avec les municipalités respectives, les parcelles enclavées dans des secteurs d'habitation ou jouxtant des zones fortement urbanisées (plusieurs exemples sont cités).

## **2- La santé**

Le commissaire enquêteur rappelle que la population de DES-CARTES est très sensible à cet aspect en raison de l'histoire locale et de l'usine EVERITE qui fabriquait des produits à base d'amiante.

Le mémoire de l'exploitant renvoie aux dispositions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 relatif à l'épandage sur terres agricoles de boues issues du traitement des eaux usées et aux garanties apportées par les analyses de boues notamment quant à leur teneur en éléments-traces métalliques. Pour autant, le commissaire enquêteur estime que cette préoccupation est légitime dans la mesure où aucune étude particulière à ce sujet n'est jointe au dossier.

## **3- La pollution (de la nappe d'eau souterraine et des puits) et la dégradation de l'environnement**

Le projet d'épandage ne tient pas compte selon le commissaire enquêteur des points d'eau privés. Les doses épandues doivent être respectées de façon scrupuleuse et doivent résulter de la seule demande de l'exploitant agricole.

## **4- L'information du public**

Le commissaire enquêteur cautionne ce ressenti traduit par 9 observations en matière d'affichage, de communication insuffisante de la part de la papeterie, de publication par voie de presse limitée à 1 seul journal...

## **5- La dépréciation des habitations**

Le commissaire enquêteur est d'avis qu'un épandage quelques jours par an ne va pas à lui seul déprécier le patrimoine immobilier.

## **6- Le transport des boues**

A ce propos, le commissaire enquêteur rappelle que la production annuelle de boues est estimée à 1500 m<sup>3</sup> et qu'elles seront transportées à l'aide d'une tonne à lisier de 18 à 20 m<sup>3</sup>, occasionnant 75 rotations de véhicules sur 4 mois de campagne d'épandage.

## **7- La qualité du dossier**

Reprenant les critiques faites à ce propos en particulier par l'A.D.P.S.E., le commissaire enquêteur a estimé que le dossier était notoirement incomplet, notamment du fait de l'absence d'étude d'impact, de l'absence de l'avis de l'hydrogéologue, de la production de données statistiques quelque peu anciennes, voire incomplètes, de l'absence d'étude sur les vents.

De plus, le dossier retient un retrait des habitations de 50 m seulement et certaines parcelles seraient en forte pente et ne propose pas de mesures compensatoires. Les conditions d'épandage, à la tonne à lisier munie d'une buse de sortie avec déflecteur, sont jugées « d'un autre âge ». Enfin, une convention d'épandage n'est pas datée. Des cartes et plans ne sont pas à jour... Par contre, le commissaire enquêteur retient comme très positif la disponibilité de l'ingénieur environnement de la papeterie, présent au cours de ses vacances en mairie.

#### **8- Les parcelles en jachère**

Le mémoire en réponse confirme que l'épandage de boues sur des parcelles en jachère est proscrit.

#### **9- La CLIS**

Considérant que « la communication spontanée n'était pas le point fort de la papeterie » et rejoignant la proposition de l'A.D.P.S.E., le commissaire enquêteur a estimé que la création d'une C.L.I.S. serait de nature à permettre « compréhension et acceptation réciproque des uns et des autres ».

#### **II-2 Avis du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur a, dans ses conclusions, repris en détail en particulier le fait que le dossier serait fort incomplet, mais se basant sur son expérience, il dit avoir une opinion personnelle favorable à la valorisation raisonnée en agriculture et émet un avis favorable « non pas au plan d'épandage proposé mais au plan d'épandage revu et corrigé en fonction des conditions suspensives suivantes :

- les conclusions de l'hydrogéologue devront être respectées ;
- une CLIS devra être créée ;
- les distances par rapport aux habitations devront être portées à 100 m ;
- les conventions avec les agriculteurs devront être refaites et complétées d'une clause limitant les épandages aux seules quantités dont la plante a besoin et aux seules dates où elle en a besoin dans le respect de l'arrêté relatif aux zones vulnérables ;
- les parcelles constructibles du PLU de BUXEUIL doivent être retirées. Elles sont enclavées dans la ville et un plan d'épandage doit être pérenne et non pas provisoire ;
- les épandages seront interdits les samedis, dimanches, jours de fêtes et jours fériés et interdits après 17 h les autres jours ;
- les épandages seront interdits lorsque les villes et les habitations concernées seront « sous le vent » ;
- l'utilisation d'une tonne à lisier avec sortie unique arrière et déflecteur est interdite. Seule l'utilisation d'une tonne à lisier équipée d'une « rampe à pendillards » est autorisée ».

Le commissaire enquêteur précise que la non-acceptation de ces conditions suspensives (réserves conditionnelles) entraînerait un avis défavorable de sa part.

## **II-3 Avis des conseils municipaux**

### **II-3.1 Indre-et-Loire**

#### NEUILLY-LE-BRIGNON - séance du 18 juin 2007

Dans son avis, le conseil municipal précise que certains terrains situés notamment à proximité des lieux-dits « Chemsous » et « La Croix Chevrillé » sur la commune de NEUILLY-LE-BRIGNON, sont concernés par le plan d'épandage des boues de la papeterie.

**Favorable.**

#### DESCARTES - séance du 29 juin 2007

**Favorable.**

#### ABILLY-SUR-CLAISE - séance du 4 juillet 2007

Après délibération, le conseil municipal :

- a estimé que les terrains choisis pour l'enfouissement des boues sont trop proches des zones habitées ;
- a estimé que les terrains sont situés dans le sens des vents dominants et que les odeurs seront poussées vers le centre bourg ;
- a considéré que les odeurs seront de nature à provoquer d'importantes gênes auprès des habitants.

En conséquence de quoi, afin d'éviter tous risques supplémentaires de nuisances, **s'oppose** formellement à ce projet sur les terrains proposés et demande que le choix porte sur les secteurs éloignés des zones habitées.

#### LA CELLE-SAINT-AVANT - séance du 26 juillet 2007

**Défavorable**, considérant que des terrains d'épandage sont trop proches d'habitations, pouvant ainsi occasionner des nuisances.

#### CUSSAY

Par courrier en date du 22 août 2007, la Préfecture d'Indre-et-Loire nous a fait savoir que le conseil municipal de CUSSAY n'a pas fait parvenir son avis.

### **II-3.2 Vienne**

#### BUXEUIL - séance du 18 juin 2007

Après délibération, le conseil municipal :

- estime que l'enfouissement maîtrisé dans les terrains agricoles est une bonne solution ;
- prend acte que 7 fois la superficie nécessaire a fait l'objet de l'étude et estime que d'autres terrains plus éloignés des habitations peuvent être sollicités ;
- regrette que les terrains concernés sur Buxeuil soient pratiquement tous près des habitations et sur des surfaces qui vont devenir constructibles dans un avenir proche ;
- a le souvenir des odeurs insoutenables provenant de la station avant sa modernisation et quelquefois encore suivant l'orientation du vent.

En conséquence, afin d'éviter tous risques supplémentaires de nuisances olfactives s'oppose formellement à ce projet sur les terrains concernés de la commune de Buxeuil.

DANGE-SAINT-ROMAIN - séance du 28 juin 2007

Favorable sous réserve qu'il n'en résulte aucune nuisance olfactive.

**II-4 Avis des services consultés**

**II-4.1 Indre-et-Loire**

Service Interministériel de Défense et de Protection Civile - Avis du 28 mai 2007

Absence d'observations.

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Indre-et-Loire - Avis du 11 juin 2007

Absence d'observations.

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales - Avis du 15 juin 2007

Les remarques du Service SANTE-ENVIRONNEMENT de la DDASS sont les suivantes :

- selon le tableau 4 de la page 9 bis, aucune mesure d'azote dans le sol n'a été effectuée pour ajuster au mieux la fertilisation azotée ;
- le tableau de la page 4 indiquant les doses d'apport global (N) à ne pas dépasser n'a pas lieu d'être. Les apports d'azote doivent répondre aux doses préconisées par la méthode des bilans. Par exemple, la valeur maximale pour les prairies naturelles et artificielles en place pour l'année est de 160 kg/ha/an et non 350 comme indiqué.

Etant donné la proximité du projet de captage AEP de « Céry » et de la source de « la Crosse » actuellement exploitée :

Avis favorable sous réserve que :

- les prescriptions de l'hydrogéologue reportées page 16 du dossier soient suivies ;
- des reliquats d'azote soient faits sur les parcelles situées dans le périmètre de protection éloignée de la source avant l'implantation des cultures et épandage des boues les 3 premières années.

Délégation inter-services de l'eau et de la nature - Avis du 3 juillet 2007

Les remarques de la Disen sont les suivantes :

- page 14 : la dose d'apport d'azote global sur prairies naturelle et artificielle est élevée ;
- tableau n°5 : une même quantité de boues apportées semble donner des « fertilisations équivalentes » différentes. Il conviendrait de revoir les calculs ;
- sur la carte des parcelles de la commune de Descartes, a été omis un tronçon de cours d'eau. La carte devra être modifiée pour prendre en compte les distances d'épandage réglementaires par rapport aux cours d'eau ;



- les prescriptions du géologue officiel devront être respectées ; le nom du prestataire de service effectuant le transport et l'épandage devra être indiqué ;
- les communes concernées par l'activité d'épandage devront être destinataires des bilans agronomiques et des programmes prévisionnels d'épandage.

Direction Départementale de l'Équipement - Avis du 6 juillet 2007

L'avis de cette Direction est le suivant :

Le rapport d'étude pour la « valorisation agricole des boues de l'unité de méthanisation des eaux usées » présente l'ensemble des parcelles concernées par le plan d'épandage des boues. Ces terrains sont issus de 7 exploitations, ils sont situés dans le val de Creuse et sur les plateaux de part et d'autre du cours d'eau.

Sept communes sont intéressées par l'épandage des boues, en Indre-et-Loire : Abilly, Cussay, Descartes, la Celle-Saint-Avant et Neuilly-le-Brignon, en Vienne : Buxeuil et Dangé-Saint-Romain.

Les cinq communes d'Indre-et-Loire sont réglementées en terme d'urbanisme de la façon suivante, eu égard au projet cité ci-dessus :

**Abilly** : les parcelles pressenties sont en zones NC, ND et NDp. J'attire en particulier votre attention sur la zone NDp où « le patrimoine archéologique peut-être mis en valeur et doit être protégé de toute occupation ou utilisation du sol non compatible », en conséquence, des dispositions ou précautions devront éventuellement être prises suivant les recommandations de l'autorité compétente (DRAC).

- **Cussay** : les parcelles retenues sont en zone NC du POS qui n'interdit pas l'épandage des boues.
- **Descartes** : les parcelles identifiées se situent en zone N et A du PLU. Plus précisément, la parcelle YV124 est intégrée dans le périmètre de protection de l'église abbatiale du quartier Balesme classée monument historique. En outre, certains terrains sont également touchés par une servitude liée à la présence d'une canalisation transport et distribution de gaz.
- **La Celle-Saint-Avant** : les terrains sont en zone NCc du POS, milieu naturel protégé en raison de sa valeur agricole, mais sans contre indication relative à l'épandage des boues.
- **Neuilly-le-Brignon** : la commune relève du RNU, sans autre remarque particulière.

La commune de Buxeuil n'est pas en Indre-et-Loire, j'attire cependant l'attention sur la proximité des parcelles d'épandage avec « La Creuse ». Il est important de rappeler l'obligation de respecter les distances d'épandage qui sont de 35 m des cours d'eau réduit à 5 m dans le cas d'un enfouissement immédiat.

Par ailleurs, trois ZNIEFF existent à proximité des parcelles d'épandage mais ne sont pas impactées par le projet de valorisation des boues.

Quatre forages AEP existants et un en projet ont été recensés. Les périmètres de captage rapprochés de ces ouvrages ne sont pas touchés, seuls les périmètres éloignés sont parfois concernés. Toutefois, il est indispensable de prendre en compte les conclusions de l'hydrogéologue mentionnant notamment le besoin de mettre en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines des nappes en aval des parcelles d'épandage retenues.

De façon générale, les prescriptions réglementaires d'épandage pour l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la papeterie sont à appliquer rigoureusement par le prestataire de services : interdiction d'épandage particulièrement pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou bien enneigé, et pendant les périodes de forte pluviosité ou lorsqu'il existe un risque d'inondation compte tenu de proximité de « La Creuse ».

Avis **favorable**.

Direction Régionale de l'Environnement - Avis du 17 juillet 2007

Cette Direction rappelle que, « outre les communes classées en zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole :

1) Fertilisation azotée et phosphatée

Toutes les communes du département sont également situées en zone sensible à l'eutrophisation (arrêté du préfet coordinateur de bassin en date du 9 janvier 2006).

La maîtrise des flux d'azote et de phosphore étant un enjeu majeur de ce secteur, l'équilibre de la fertilisation azotée et phosphorée est primordial.

Selon le tableau 5 du dossier, une fertilisation complémentaire à l'apport des boues est nécessaire pour l'objectif de rendement sans dépasser la fertilisation minérale de référence.

Les reliquats azotés et phosphorés en fin d'hiver seront absolument pris en compte dans le plan d'épandage.

Quatre analyses de sols et des boues sont prévues chaque année et consultables par la DRIRE. Le pétitionnaire fournira tous les deux ans, pour chacune des parcelles ayant reçu un épandage des boues issues de la papeterie, un récapitulatif de la teneur du sol en  $P_2O_5$  depuis la première année d'épandage. Cela permettra de vérifier que l'épandage ne risque pas d'accroître à terme l'eutrophisation des cours d'eau de la zone.

## 2) Surveillance des eaux souterraines

Pour préserver la qualité des eaux souterraines, le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions énoncées par l'hydrogéologue agréé en conclusion de son avis sur le projet d'épandage :

- Retirer du plan parcellaire les parcelles situées à l'intérieur des périmètres de protection rapprochées et éloignées des captages d'alimentation en eau potable de la source de « La Crosse » et du futur captage de « Céry » ainsi que des captages des « Granges », de « Suvidemont » et de « Sept Saulx ».
- Mettre en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines des nappes de la Craie et des alluvions de « la Creuse » en aval des parcelles d'épandage retenues à partir de points d'eaux existants représentatifs (sources, puits, forages) ou de piézomètres à réaliser.
- Prendre des mesures de vigilance accrue sur la qualité des eaux exploitées par les éventuels points d'eaux privés situés à moins de 1 km en aval des parcelles épandables.

## 3) Dispositions réglementaires et recommandations

### a) Réglementations spécifiques

Le pétitionnaire devra respecter l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière, notamment l'interdiction d'épandre à moins de 35 m du cours d'eau de « La Creuse ».

La réalisation d'une bande enherbée permettrait de réduire significativement les ruissellements liés aux différents apports de fertilisation.

La société doit également appliquer les arrêtés préfectoraux applicables dans les zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole.

### b) Contenu du contrat d'épandage signé avec chaque chef d'exploitation agricole

Le projet est compatible avec le SDAGE Loire-Bretagne qui préconise une contractualisation pour l'épandage des boues d'épuration des eaux résiduaires urbaines ou industrielles. Ce contrat doit respecter la réglementation relative à la conditionnalité pour le paiement des aides directes. Celle-ci est décrite dans la circulaire du ministère chargé de l'agriculture du 26 mai 2005 (DPE1 2005-4038) et mentionnée dans la circulaire du ministère chargé de l'environnement du 18 avril 2005 (DE/SDPGE/BLP n° 9 relative à l'épandage agricole des boues de stations d'épuration urbaines ; recommandations relatives aux contrôles du respect de la réglementation pour les services de police de l'eau et à l'information du public).

En particulier, le contrat doit comporter la liste des parcelles concernées par l'épandage.

Le producteur de boues devra produire un avenant à chaque contrat d'épandage indiquant la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'épandage et la liste des parcelles concernées.

Cette liste, ainsi que la carte de localisation correspondante, font partie du dossier d'autorisation. Il sera donc facile de réaliser cet avenant à chaque contrat d'épandage avec un exploitant agricole.

c) Information des agriculteurs sur la teneur moyenne des boues en composés - traces organiques

Chaque agriculteur cultivant des parcelles recevant des boues sera destinataire, une fois par an, des résultats de la teneur moyenne des boues épandues (sur l'ensemble des exploitations agricoles) en composés traces organiques :

- PCB 028, PCB 052, PCB 101, PCB 118, PCB 138, PCB 153, PCB 180,
- Somme de ces 7 PCB,
- Fluoranthène,
- Benzo (b) fluoranthène,
- Benzo (a) pyrène,
- Tout autre composé-trace organique dont de nouveaux règlements rendraient la recherche obligatoire dans les boues produites par la papeterie.

En conséquence et sans préjuger des observations complémentaires formulées par le service de la police de l'eau », la Diren a émis un avis **favorable**, sous réserve que les recommandations qu'elle a mentionnées soient prises en compte dans l'arrêté d'autorisation.

#### II-4.2 Vienne

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire nous a adressé, pour suite à donner, le 3 avril 2008, copie des avis exprimés par la DDASS et la DDAF de la Vienne.

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales - Avis du 19 février 2008

Cette Direction dit avoir noté "que :

- les boues issues de l'unité de méthanisation de la papeterie ont une texture de 12% de siccité avec des conditions d'épandage sans projection aérienne ;
- la distance d'épandage par rapport aux habitations a été retenue à 100 m ;
- les parcelles enclavées à Buxeuil et celles situées en zone constructible sont retirées du plan d'épandage ;
- les boues ont une qualité agronomique conforme à la réglementation ;
- les parcelles d'épandage situées sur la commune de Dangé St Romain sont à l'intérieur du périmètre de protection éloigné du captage de la Davière, périmètre sans réglementation spécifique ;
- la surveillance sanitaire des boues et des sols en fertilisants et métaux lourds est prise en compte."

Mais dit également "regretter que l'hydrogéologue consulté pour ce dossier n'ait donné un avis que pour la partie d'Indre-et-Loire, ignorant la partie Vienne, bien qu'il y soit prévu des parcelles d'épandage. Le dossier aurait pu apporter les éléments montrant que le captage de la Davière sis sur la commune de Dangé et captant les eaux de la nappe captive du cénomanien disposait des protections suffisantes pour ne pas être affecté par le projet, des parcelles d'épandage se situant dans son périmètre éloigné. Néanmoins, il paraît judicieux qu'un suivi de la nappe en aval de cet épandage soit mis en place comme cette disposition est retenue en Indre-et-Loire. Il est rappelé que tout forage est interdit dans le périmètre rapproché de la Davière.

La surface du plan d'épandage (6 à 7 fois les besoins) permettra à l'exploitant de limiter au minimum l'usage des zones d'épandage situées à proximité des secteurs constructibles de Buxeuil.

Les tableaux d'estimation d'apports de fertilisants présentent des erreurs qui devront être corrigées.

Compte tenu de l'ensemble de ces observations et des préconisations formulées, j'émet un avis favorable à ce dossier".

Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - Avis du 17 mars 2008

"Avis favorable sous réserve que des compléments d'informations soient fournis par le pétitionnaire.

Les compléments concernent plusieurs points :

#### **1- la réglementation**

- le dossier doit comporter un chapitre réglementaire récapitulant la conditionnalité des aides de la P.A.C. (Politique Agricole Commune) pour les agriculteurs recevant des boues de la station d'épuration,
- le flux d'épandage des CTO (Composés Traces Organiques) sur 10 ans doit être calculé et comparé au flux réglementaire.

#### **2- le plan d'épandage**

\*les exclusions réglementaires pour les parcelles du GAEC Breton

- la cartographie de l'aptitude des parcelles à l'épandage du GAEC Breton doit être revue et corrigée en tenant compte de :
- l'exclusion de 100 mètres par rapport aux habitations pour les parcelles cadastrées ZT10 - ZT 27 (habitation au lieu-dit "le Bois Simon"), ZT 40 (habitation située au lieu-dit "les Jourdins"), ZT 7 - ZT 10 - ZT 21 - ZT 26 (habitations au lieu-dit "le Peu").
- l'exclusion réglementaire par rapport au fossé (5 mètres) situé sur les parcelles cadastrées ZS 36 - ZT 60- ZT 13 - ZT 7 - ZT 10,
- le tableau du parcellaire d'épandage du GAEC Breton (annexe) doit prendre en compte ces exclusions réglementaires ainsi que celle pour la parcelle cadastrée ZT 58,
- la surface apte du parcellaire d'épandage du GAEC Breton doit être revue ainsi que la surface totale apte du plan d'épandage.

**\*les pentes des parcelles d'épandage du GAEC Breton**

- le dossier doit préciser les mesures préconisées sur les parcelles d'épandage à forte pente situées sur la commune de Dangé-Saint-Romain (le Peu, le Charpeau le Chêne Robert) : épandage perpendiculaire à la pente, enfouissement immédiat...

**\*l'inondabilité des parcelles**

- le dossier doit préciser l'inondabilité des parcelles d'épandage concernées par la rivière "la Creuse", notamment pour celles du GAEC Breton situées à Buxeuil,
- des mesures compensatoires sont à prévoir pour l'épandage agricole des parcelles d'épandage sur les parcelles inondables (épandage en période de basses eaux...).

**\*la qualité des boues**

- une explication est à fournir concernant la variabilité de la teneur en matières sèches et des éléments fertilisants contenus dans les boues (azote, phosphore...) lors des analyses réalisées en 2006 et en 2007,
- les valeurs d'apport d'éléments fertilisants par m<sup>3</sup> de boues sont à revoir (page 4).

**\*la surface du plan d'épandage**

- le dossier doit indiquer la surface du plan d'épandage dans le département de la Vienne et dans le département d'Indre-et-Loire,
- la fréquence de retour sur chaque parcelle d'épandage doit être précisée.

**\*le périmètre de protection de captage en eau potable sur la commune de Dangé-Saint-Romain**

- la cartographie du plan d'épandage doit prendre en compte le périmètre de protection éloigné du captage de la Davière, situé sur la commune de Dangé-Saint-Romain.

## **II-5 Réponses du pétitionnaire**

### **II-5.1 Mémoire réponse au commissaire enquêteur**

NB : Les réponses aux observations 1 (respect des conclusions de l'hydrogéologue) et 2 (aspect CLIS), par ailleurs abordées, ne sont pas reprises.

#### **1- Les distances par rapport aux habitations (observation n°3)**

L'exploitant de la papeterie retient la distance de 100 m et précise que cette modification fait passer la surface disponible de 523,65 ha à 465,55 ha, soit plus de 6 fois la superficie annuelle nécessaire (au lieu de 7 fois initialement). Les cartes des parcelles et le tableau des références cadastrales sont annexés au mémoire réponse.

#### **2- Les conventions avec les agriculteurs (observation n°4)**

L'étude préalable détermine les périodes et les doses raisonnables d'apport de boues en se référant notamment aux arrêtés préfectoraux applicables dans les zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole ; ces éléments sont intégrés dans les conventions.

### **3- Les parcelles de Buxeuil enclavées dans la ville (observation n°5)**

Les parcelles initialement prévues et désormais classées en zones constructibles suivant l'approbation en date du 18 juin 2007 du PLU de Buxeuil sont retirées du plan d'épandage (sont concernées 13 parcelles : AK 21 à 27, 37, 52 à 54, 60 et AB 153 et une partie de la B 576, soit 15,68 ha). La surface disponible passe ainsi à 449,87 ha.

### **4- La question relatives aux périodes d'interdictions : samedis, dimanches, jours fériés, après 17 h (observation n°6)**

L'exploitant de la papeterie dit qu'il est souhaitable que les opérations d'épandage se déroulent selon ces restrictions mais certaines contraintes, climatiques notamment, sont telles qu'il n'est pas toujours possible de les respecter.

### **5- La question des épandages et des vents dominants (observation n°7)**

L'exploitant rappelle que les nuisances olfactives seront très limitées :

- les distances d'isolement des habitations sont portées à 100 m ;
- les parcelles enclavées de Buxeuil sont retirées du plan d'épandage ;
- les boues sont peu odorantes comparativement aux boues d'élevage et de plus, elles ne sont pas odorantes par nature : c'est leur fermentation anaérobie qui les rend odorantes du fait de la production d'hydrogène sulfuré ( $H_2S$ ). Une fois à l'air libre, les bactéries ne produisent plus d' $H_2S$  et elles meurent très rapidement (moins de 24 h) ;
- les parcelles les plus éloignées des habitations seront concernées en premier ;
- la fréquence des opérations d'épandage sur une même parcelle est très faible : au maximum une fois par an).

### **6- La question de la tonne à lisier (observation n°8)**

Il est précisé à ce propos, que la profession agricole fait le choix d'un matériel « sortie arrière avec déflecteur » considérant qu'il est mieux adapté à des boues dont la siccité est supérieure à 6-8% (les boues de la papeterie ont une siccité qui varie entre 10 et 12%).

### **7- L'Accumulation d'éléments traces métalliques**

Le suivi agronomique prévu (analyse des boues, des sols, comparaison au point de référence) permettra de vérifier la conformité de l'épandage et l'absence d'accumulation significative d'éléments-traces métalliques dans les sols. Dans le cas contraire, l'épandage sera proscrit.

## **II-5.2 Mémoire réponse aux Services de l'Etat II-5.2.1 Indre-et-Loire**

Le 14 août 2007, nous avons communiqué à l'exploitant copie des avis exprimés par le conseil municipal d'ABILLY-SUR-CLAISE, la Disen, la DDE, la DDASS et la Diren et lui avons demandé de fournir un mémoire en réponse et les compléments de dossier nécessaires.

Le mémoire demandé nous a été adressé par l'exploitant le 17 septembre 2007 ; il a ensuite été communiqué, le 21 septembre 2007, au maire d'ABILLY-SUR-CLAISE et aux Services de l'Etat.

Dans son mémoire, l'exploitant indique notamment :

**1- Observations de la DDE :**

- que la partie de la parcelle intégrée dans le périmètre de protection de l'église abbatiale, classée monument historique, du quartier Balesme à Descartes a été retirée du plan d'épandage ;
- qu'afin d'augmenter la distance par rapport à « La Creuse », la parcelle en question (AH 33) de la commune de Buxeuil a également été retirée du plan d'épandage (cette disposition répond en fait à la demande visant à augmenter les distances par rapport aux maisons d'habitations les plus proches : réponse n°3 au commissaire enquêteur) ;
- qu'une surveillance piézométrique de la qualité des eaux souterraines pourra être mise en place, selon les dispositions de l'arrêté d'autorisation, en particulier au droit des parcelles de terrains situées à l'intérieur des périmètres de protection éloignée de forages AEP. L'exploitant précisant à ce propos, qu'une pré-étude a déjà été lancée afin de rechercher des points de contrôle représentatifs parmi les points d'eau existants.

**2- Observations de la Diren :**

- le bilan annuel de fertilisation comportant en particulier les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence sera transmis aux Préfets et aux agriculteurs concernés, ce dans le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 ;
- aucune parcelle retenue n'est située à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée des captages AEP. Par contre, il n'est pas prévu de retirer les parcelles situées à l'intérieur des périmètres de protection éloignée ;
- les arrêtés préfectoraux applicables aux zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole ont été intégrés à l'étude préalable et les prescriptions qui en découlent sont traduites dans le calendrier d'épandage ;
- les agriculteurs seront destinataires des bilans annuels et donc des rapports d'analyses.

**3- Observations de la DDASS :**

- les mesures d'azote global ont été effectuées pour le calcul du rapport C/N figurant dans le tableau de la page 4 du dossier ;
- des reliquats d'azote seront réalisés en particulier sur les parcelles situées à l'intérieur du périmètre de protection éloignée de la source de « La Crosse ».

**4- Observations de la Disen :**

- 114 ares de terrains ont été retirés du plan d'épandage afin de prendre en compte les distances à respecter vis-à-vis du tronçon de cours d'eau qui avait été omis sur le plan initial ;
- l'exploitant n'a pas prévu d'adresser aux maires des communes concernées les bilans agronomiques et le programme prévisionnel d'épandage.



Sur ce dernier point, l'inspection des installations classées est d'avis qu'il est utile de communiquer aux maires des communes concernées le programme prévisionnel d'épandage (cette proposition est reprise dans le projet d'arrêté joint au présent rapport).

#### **5- Observations du conseil municipal d'ABILLY-SUR-CLAISE :**

- afin de tenir compte de la remarque concernant le fait que certains terrains seraient trop près d'habitations, la distance minimale (initialement 50 m) est portée à 100 m ;
- les zones d'épandage prévues sont situées au nord-ouest du bourg ; or, les vents dominants sont de secteur sud-ouest et nord-est.

Consécutivement :

- par lettre en date du 5 octobre 2007, la Direction Départementale de l'Équipement indique que le mémoire en réponse reprend l'ensemble des commentaires formulés dans son avis et y apporte les réponses attendues ; ce complément de dossier a permis à cette Direction de confirmer sans réserve l'avis favorable exprimé ;
- par lettre en date du 5 octobre 2007, la DISEN indique que les réponses apportées par le demandeur permettent de lever les réserves exprimées et demande que le plan d'épandage définitif lui soit adressé.

#### **II-5.2.2 Vienne**

Le 25 avril 2008, nous avons communiqué à l'exploitant copie des avis exprimés par la DDASS et la DDAF et lui avons demandé de fournir un mémoire en réponse et les compléments de dossier nécessaires.

Le mémoire, daté du 30 mai 2008, demandé nous a été adressé par l'exploitant le 2 juin 2008 ; il a ensuite été communiqué, le 9 juin 2008, aux Services de l'Etat.

Dans son mémoire, l'exploitant indique notamment :

/ avis DDASS

- que l'avis de l'hydrogéologue agréé fait état du captage de Davière,
- que selon l'avis de l'hydrogéologue agréé, les caractéristiques de ce forage ne nécessitent pas la mise en place d'un suivi de la qualité de la nappe d'eau souterraine en aval hydraulique.

/ avis DDAF

- que le bureau d'étude a apporté toutes précisions utiles concernant la conditionnalité des aides de la P.A.C.
- que les modifications nécessaires du plan d'épandage ont été réalisées,
- que bien qu'il n'existe pas de risque de ruissellement, un épandage perpendiculaire à la pente des terrains "à forte pente" sera préconisé,
- que les épandages n'auront pas lieu en cas de risque d'inondation,
- que la variabilité des résultats des analyses de boues est liée aux modifications qui sont intervenues sur la station d'épuration des eaux,
- que les flux cumulés d'éléments traces organiques sur 10 ans ont été réévalués (tableaux fournis) mais qu'en tout état de cause, ils demeurent très inférieurs aux flux cumulés autorisés.

Un plan figurant le périmètre éloigné du captage de la Davière est joint au mémoire de l'exploitant.

Consécutivement :

- le 16 juin 2008, la DDASS précise que le complément de dossier répond à la demande formulée ;
- le 8 juillet 2008, après examen des pièces complémentaires fournies par l'exploitant, la DDAFF a émis de nouvelles remarques :

**\*le parcellaire d'épandage du GAEC Breton**

- la surface d'exclusion de la parcelle cadastrée ZT 10 par rapport au fossé doit être cohérente (surface égale à 0,32 ha dans l'annexe 1 et de 0,12 ha dans la réponse du pétitionnaire),
- l'exclusion de 5 mètres par rapport au fossé doit être mise en évidence sur la cartographie du parcellaire cadastral du GAEC (parcelles ZS36-ZS37-ZT60-ZT7-ZT10-ZT13), pour que cette exclusion ne soit pas oubliée lors des épandages,
- le parcellaire cadastral du GAEC Breton doit faire apparaître le plan d'eau situé au nord de l'habitation du lieu-dit "le Peu" et une distance d'exclusion réglementaire de 35 mètres doit être appliquée vis-à-vis du parcellaire d'épandage,
- la surface du parcellaire du GAEC Breton, la surface du plan d'épandage dans le département de la Vienne sont à revoir en fonction des remarques précédentes,
- la DDASS de la Vienne ou l'hydrogéologue agréé doit se prononcer sur la réduction ou la non-réduction de la dose d'épandage sur le parcellaire d'épandage du GAEC Breton, situé dans le périmètre de protection éloigné du captage d'alimentation en eau potable de la Davière (commune de Dangé-Saint-Romain),

**\*les parcelles pentues du GAEC Breton**

- les épandages doivent être réalisés perpendiculairement à la pente sur ces parcelles,
- une liste des parcelles d'épandage concernées doit être établie pour une meilleure connaissance des contraintes liées aux pentes.

**\*l'inondabilité de la parcelle AH37 du GAEC Breton (commune de Buxeuil)**

- la formulation "les épandages sur cette parcelle doivent être réalisés en période de basses eaux de la rivière "la Creuse" et "sont interdits en période d'inondation", semble préférable à la formulation du pétitionnaire "les épandages ne pourront avoir lieu sur cette parcelle les années où une inondation est probable".

Dans un mémoire complémentaire, daté du 31 juillet 2008, l'exploitant précise notamment que :

- les exclusions sont mises en évidence sur une "carte des exclusions" ;
- compte tenu des réponses fournies, les surfaces ont été revues :
- parcellaire d'épandage du GAEC Breton : 157,81 ha,
- plan d'épandage dans la Vienne : 106,42 ha,
- plan d'épandage en Indre-et-Loire : 342,46 ha ;
- la liste des parcelles sur lesquelles l'épandage doit être réalisée perpendiculairement à la pente est la suivante : ZT2, ZT7, ZT10, ZT40, ZT58, commune de DANGE-SAINT-ROMAIN, et Y11, commune d'ABILLY.

Consécutivement :

- le 26 août 2008, la DDAF "émet un avis favorable aux compléments fournis".

### **III- MESURES VISANT A PRESERVER L'ENVIRONNEMENT**

#### **III-1 Les boues**

##### **III-1.1 Les terrains concernés**

Les terrains pressentis pour l'épandage des boues sont situés pour partie dans le Val de Creuse et, pour le reste sur les plateaux, de part et d'autre de « La Creuse ».

L'altitude des parcelles du val est comprise entre 45 et 55 m NGF.

Les cotes des parcelles situées sur les plateaux sont comprises entre 85 et 120 m NGF ; elles accusent un relief plus marqué mais les pentes ne dépassent pas 1 à 2%. En tout état de cause, la liste des parcelles qui nécessiteront un épandage réalisé perpendiculairement à la pente figure dans le projet d'arrêté d'autorisation joint au présent rapport.

Parmi les 5 communes du département d'Indre-et-Loire concernées par le plan d'épandage, 4 sont classées en zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole. L'épandage des boues devra donc respecter les périodes déterminées par les arrêtés préfectoraux relatifs à ces zones (AP du 10 février 2004).

##### **III-1.2 Le contexte agro-pédologique**

###### **III-1.2.1 Le contexte agricole**

7 agriculteurs ont répondu favorablement à ce projet de valorisation agricole de boues de station d'épuration des eaux usées de la papeterie. Il s'agit de grandes exploitations tournées vers les productions céréalières et oléo-protéagineuses. Aucune ne possède d'élevage.

Il convient de rappeler que 4 forages AEP existent sur le secteur d'étude et qu'un nouveau forage est en projet. Une partie des parcelles est incluse dans le périmètre de protection éloignée des captages. 3 ZNIEFF sont également présentes à proximité des parcelles d'épandage.

###### **III-1.2.2 Les surfaces mises à disposition**

Une superficie totale de 650 ha avait été mise à la disposition de la papeterie par les agriculteurs dont 515 ha avaient été retenus après avis de l'hydrogéologue agréé ; après suppression d'un certain nombre de parcelles et intégration des exclusions, elle s'élève finalement à 448,88 ha, soit plus de 6 fois la superficie annuelle nécessaire pour épandre la totalité des boues qui seraient produites à terme.

Toutes les parcelles sont comprises dans un rayon de 7 km autour du site de la papeterie.

### **III-1.2.3 Les sols**

Un relevé topologique a été réalisé sur les parcelles mises à disposition par sondages (268 sondages exécutés, soit 1 sondage pour 2,5 ha) afin de réaliser les cartes des sols et d'aptitude à l'épandage, intégrant à la fois le pouvoir épurateur des sols et les prescriptions réglementaires notamment en terme de distances d'éloignement des habitations.

20 échantillons de terre ont été prélevés dans des parcelles représentatives des sols pour analyse physico-chimique, en vue de l'établissement d'un état de référence.

Les sols se caractérisent par leur aptitude à l'épandage :

- zone à protéger (protection des habitations, des cours d'eau, des captages AEP),
- sols d'aptitude moyenne (épandage théoriquement possible d'avril à octobre, à dose raisonnée suivant la culture),
- sols de bonne aptitude (épandage théoriquement possible toute l'année, à dose raisonnée suivant la culture).

### **III-1.3 Les modalités d'épandage des boues**

#### **III-1.3.1 Les prescriptions réglementaires**

L'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière fixe les prescriptions applicables à l'épandage sur sols agricoles des boues issues du traitement des eaux usées ; il précise en particulier les périodes pendant lesquelles les épandages sont interdits ainsi que les conditions de distances d'isolement à respecter.

#### **III-1.3.2 Le calendrier d'épandage**

En fonction du mode d'occupation des sols et des cultures, un calendrier d'épandage a été proposé par le bureau qui fut chargé d'étudier la possibilité de valoriser en agriculture les boues issues de la papeterie ; le respect du calendrier proposé nécessitant une capacité de stockage de l'ordre de 9 mois.

#### **III-1.3.3 Les doses d'apport des boues**

Les doses annuelles de boues ont été calculées à partir de leur valeur agronomique et des besoins spécifiques de chaque culture, pour un objectif de rendement moyen.

Les doses ainsi préconisées sont de l'ordre de 1,8 à 4,2 t MS/ha, soit 15 à 35 m<sup>3</sup>/an.

#### **III-1.3.4 Les flux cumulés d'éléments-traces métalliques**

Une extrapolation des flux cumulés d'éléments-traces métalliques (Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, Cr + Cu + Ni + Zn) sur 10 années d'apport de boues a été faite par le bureau d'étude qui conclut que dans tous les cas, les flux cumulés théoriques sont très inférieurs aux flux autorisés.

### **III-1.4 Les modalités d'épandage**

L'unité de méthanisation produira à terme 180 t de MS de boues par an. Après stockage dans les réacteurs eux-mêmes et dans les silos, la siccité attendue sera de l'ordre de 120 g/l.

Les boues seront ensuite reprises et épandues par un prestataire de service à l'aide d'une tonne à lisier munie d'une buse de sortie équipée d'un déflecteur.

### **III-1.5 Le suivi agronomique**

Le suivi agronomique résulte des dispositions réglementaires ; il a pour objectif notamment de vérifier l'absence d'incidence défavorable sur le milieu naturel. Pour ce faire, des analyses de boues concernant les paramètres agronomiques et le suivi des composés-traces métalliques ainsi que des analyses de sols sont prescrites à l'exploitant.

### **III-2 Odeurs**

Le respect des distances d'épandage par rapport aux habitations permettra de réduire ce risque sachant que les boues dont il est question sont, par nature, peu odorantes.

### **III-3 Eaux**

Là encore, le respect des distances d'épandage par rapport aux cours d'eau, en l'occurrence au minimum 35 m, ramené à 5 m dans le cas d'un enfouissement immédiat limite les risques liés aux ruissellements.

Par ailleurs, le respect des dates d'épandage et des doses préconisées atténue fortement les risques d'entraînement d'éléments organo-minéraux.

## **IV- AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Nous rappellerons en premier lieu que dans le cas considéré, la demande d'autorisation d'épandage repose sur les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière qui précise notamment dans son article 12.3.3. que « tout épandage est subordonné à une étude préalable montrant l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des effluents ou des déchets, l'aptitude du sol à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation. Cette étude justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées ou les documents de planification existants et est conforme aux dispositions de l'arrêté et à celles qui résultent des autres réglementations en vigueur ». Cette étude préalable devant comprendre un certain nombre de pièces et documents précisés par cet article 12.3.3.

Le dossier de l'exploitant établi avec l'assistance d'un cabinet d'étude spécialisé, modifié et complété à la suite de l'instruction administrative, répond aux dispositions de cet article 12.3.3.

Sur le plan technique, l'étude fournie par l'exploitant de la papeterie SEYFERT PAPER, modifiée, notamment par la suppression d'un certain nombre de parcelles ou de parties de parcelles de terrain (parcelles enclavées dans le bourg de Buxeuil, exclusions...) et par l'augmentation de 50 à 100 m des distances minimales d'épandage par rapport aux habitations, et complétée à la suite des instructions publique et administrative justifie la compatibilité de l'épandage projeté avec les contraintes environnementales de toute nature et répond donc de ce fait à l'objectif attendu.

Plus précisément, sans revenir en détail sur l'ensemble des nombreux points abordés et dont les réponses ont été apportées dans les mémoires fournis par l'exploitant, nous sommes d'avis :

- qu'il conviendra, en effet, de ne pas épandre de telles boues à moins de 100 m de toute habitation (il est cependant utile de préciser que l'arrêté ministériel précité du 3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière retient cette distance minimale mais seulement dans le cas de déchets odorants).

Les boues dont il est question, bien qu'elles proviennent de l'étage anaérobie de la station d'épuration de la papeterie, sont de par leur nature peu odorantes). Cette disposition est reprise dans le projet d'arrêté joint en annexe ;

- qu'il conviendra de mettre en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines notamment au droit des parcelles de terrain situées à l'intérieur de périmètres de protection éloignée (aucune des parcelles retenues ne se situe à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée) des captages AEP (à l'exception toutefois du captage de "La Davière" qui, selon l'hydrogéologue agréé, ne le nécessite pas), et des points d'eau privés situés en aval, à moins de 1 km en des parcelles d'épandage pressenties (demande n°3 de l'hydrogéologue) soit en utilisant les éventuels ouvrages existants, soit, à défaut, en mettant en place des piézomètres (l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées une étude inventoriant les ouvrages existants et définissant leur implantation : disposition reprise dans le projet d'arrêté joint en annexe) ;
- qu'une CLIS ne se justifie pas eu égard aux enjeux résultant de l'épandage de boues de papeterie ;
- que le choix de l'équipement de l'engin qui épandra les boues est de la responsabilité du prestataire de service, dès lors que l'objectif attendu en matière d'apport de nutriments est atteint ;
- qu'il est difficile d'interdire strictement l'épandage des boues le week-end ou après 17 h dès lors que les dispositions visant à limiter au maximum les odeurs sont respectées (par contre, le projet d'arrêté d'autorisation retient en premier lieu cette pratique les jours de semaine).

Le projet d'arrêté joint en annexe, retient également la plupart des demandes exprimées par les Services de l'Etat (à l'exception toutefois de l'interdiction d'épandre les boues sur des parcelles de terrains situées à l'intérieur des périmètres de protection éloignée de captages AEP).

**Sous ces conditions, l'inspection des installations classées est favorable au projet de la papeterie SEYFERT PAPER visant à épandre sur terres agricoles les boues issues de l'étage anaérobie de la station d'épuration des eaux usées.**

## **V- CONCLUSION ET PROPOSITION**

En application de l'article R. 512-25 du décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et modifiant certaines autres dispositions de ce code, et considérant que le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 14 novembre 2007 a été présenté au CODERST d'Indre-et-Loire le 19 juin 2008, le présent rapport ainsi que les propositions du service de l'Inspection des Installations Classées concernant les prescriptions techniques envisagées, relatives à l'épandage des boues dans le département de la Vienne, seront présentés au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Vienne.

